Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ALIMENTATION, DE LA PECHE ET DES AFFAIRES RURALES

Direction : DGA **Sous-direction :** GESPER **Bureau** : des mobilités et statuts d'emplois **Adresse :** 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP **Suivi par :** Lydia PANANGATIL lydia.panangatil@agriculture.gouv.fr **Réf. Interne :** LP/n2004-093	**NOTE DE SERVICE** **DGA/GESPER/N2004-1069** **Date : 10 FEVRIER 2004**

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales

à

Tous les agents

Nombre d'annexes : 2

Objet : Appel de candidatures en détachement au conseil supérieur de la pêche

Bases juridiques :

Résumé : Appel de candidatures pour :

- 1 directeur général
- 1 chef de la mission juridique

MOTS-CLES : CANDIDATURE/DETACHEMENT

Destinataires	
Pour exécution : - Administration centrale - Etablissements d'enseignement - Services déconcentrés - Etablissements publics - DIREN, Ministère de l'écologie et du développement durable - Centres régionaux locaux du SNM	Pour information : Syndicats

La chef de bureau des mobilités
et des statuts d'emplois

Adeline BARD

Annexe 1

MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE

PROPOSITION D'EMPLOI

LIEU DE TRAVAIL : RENNES **CATEGORIE :** A

POSTE A POURVOIR A COMPTER DU : 1ER MAI 2004

INTITULE ET ADRESSE COMPLETE DU LIEU DE TRAVAIL : CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE (EPA)
35510 CESSON-SEVIGNE

PERSONNE A CONTACTER : NICOLE BLANC

FONCTION : DIRECTEUR GENERAL

ADRESSE : 16 AVENUE LOUISON BOBET
94120 FONTENAY S/S BOIS

TELEPHONE : 01 45 14.36.50 **TELECOPIE :** 01 45 14.36.60

MEL. : DG@csp.environnement.gouv.fr

FONCTION DU POSTE A POURVOIR : DELEGUE REGIONAL

DESCRIPTION DE L'EMPLOI A POURVOIR :
Le délégué régional est le représentant du directeur général au niveau de la circonscription de sa délégation (7 départements des Régions Bretagne et Basse-Normandie).

A ce titre il assure notamment :
l'encadrement de l'équipe administrative et technique de la délégation (une quinzaine d'agents à la DR de Rennes)
l'encadrement des brigades départementales (7 brigades regroupant près de 50 agents) et des brigades mobiles (2 brigades totalisant 9 agents)
le suivi administratif et comptable relatif à cet ensemble
les relations avec les fédérations départementales de pêche et de pisciculture
les relations avec les représentants de l'Etat

PROFIL DU CANDIDAT :
- aptitudes à diriger et animer un travail d'équipe
- goût des contacts et qualité d'écoute
- ouverture d'esprit pour aborder des thèmes variés
- grande disponibilité
- formation scientifique dans le domaine de l'eau
- connaissance de la bureautique

CONDITIONS DE RECRUTEMENT
Par voie de détachement

Annexe 2

MINISTERE : DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE

PROPOSITION D'EMPLOI

LIEU DE TRAVAIL :FONTENAY S/S BOIS **CATEGORIE :** A

POSTE A POURVOIR A COMPTER DU : LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE

INTITULE DU LIEU DE TRAVAIL : CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE (EPA)

PERSONNE A CONTACTER : MARC AUBOURG, SECRETAIRE GENERAL AU 01 45 14.36.02
OU
NICOLE BLANC, DIRECTEUR GENERAL AU 01.45.14.36.50

ADRESSE : 16 AVENUE LOUISON BOBET
94120 FONTENAY S/S BOIS

TELEPHONE : 01.45.14.36.00 **TELECOPIE :** 01 45 14.36.60

MEL. : DG@csp.environnement.gouv.fr

FONCTION DU POSTE A POURVOIR : CHEF DE LA MISSION JURIDIQUE

DESCRIPTION DE L'EMPLOI A POURVOIR :

Le chargé de mission pour les affaires juridiques a pour attribution :

- De suivre les législations et les réglementations, ainsi que la jurisprudence, dans les domaines d'intervention du Conseil supérieur de la pêche, principalement l'eau, les milieux aquatiques , la pêche, la protection de la nature pour le compte des services de l'établissement (brigades départementales, délégations régionales),
- De conseiller les services de la direction générale en tant que de besoin (par exemple en matière de contentieux),
- D'assurer l'assistance juridique relative aux activités de police exercées par les brigades départementales,
- De participer à l'élaboration de textes avec le ministère de l'écologie et du développement durable dans les domaines relevant des compétences du CSP,
- De répondre aux sollicitations des associations et des fédérations de pêche sur les questions juridiques les concernant,
- De répondre aux questions posées par les pêcheurs et les particuliers.

La fonction nécessite de bonnes connaissances juridiques, plus particulièrement dans le domaine du droit de l'environnement. Des connaissances en droit pénal sont également nécessaires.

Le titulaire du poste doit être capable de prendre des initiatives et de faire des propositions d'évolution du droit dans le domaine de compétences du CSP. Il participe au comité de direction.

PROFIL DU CANDIDAT :
- grande autonomie dans le travail
- capacité d'initiative
- expérience dans l'animation de groupe
- capacité de rédaction
- connaissance de la bureautique

CONDITIONS DE RECRUTEMENT
Par voie de détachement